



PAR COURRIEL

Le 20 avril 2026

Objet : Demande d'accès aux documents – Décision

V/Réf. : Médiation obligatoire et arbitrage aux petites créances

N/Réf. : BSM-2026-005897

Bonjour,

Conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue le 3 avril 2026, laquelle se lit comme suit :

[...] J'aimerais savoir quels sont les délais pour obtenir une décision (jugement ou sentence arbitrale), soit le nombre de jours entre le dépôt de la demande introductive d'instance et l'obtention d'un jugement, dans un dossier aux petites créances entre 2020 et aujourd'hui.

J'aimerais aussi savoir quels sont les délais pour obtenir une audience sur le fond (devant un juge ou un arbitre), soit le nombre de jours entre le dépôt de la demande introductive d'instance et l'audience sur le fond, dans un dossier aux petites créances entre 2020 et aujourd'hui.

[...]

J'aimerais également avoir accès au nombre de dossiers ouverts aux petites créances entre 2020 et aujourd'hui et leur répartition entre les causes de 5000\$ et mois et celles de plus de 5000\$.

J'aimerais aussi avoir le nombre de dossiers qui ont procédé par l'arbitrage aux petites créances et ceux qui ont procédé à la médiation obligatoire, entre 2023 et aujourd'hui, et ce, pour chaque district judiciaire.

Également, j'aimerais avoir accès à toute autre information portant sur l'évaluation de la performance de l'introduction de la médiation obligatoire et de l'arbitrage aux petites créances. [...].

(Transcription intégrale)

Décision

Nous donnons partiellement suite à votre demande. D'abord, vous trouverez ci-joint les statistiques en lien avec la Division des petites créances disponibles. Veuillez noter que le tableau portant sur la médiation obligatoire expose des données à partir de l'année 2024, car il n'y a pas eu de dossier au cours de l'année 2023. De plus, le ministère de la Justice ne détient pas de statistiques en lien avec le délai médian pour obtenir une sentence arbitrale ni de documents portant sur l'évaluation de programme. La Loi sur l'accès ne porte que sur des documents détenus par un organisme public (article 1) et ce dernier n'a pas l'obligation de produire un document nécessitant des calculs ou des comparaisons en vue de répondre à la demande d'accès (article 15).

Vous trouverez ci-joint copie des articles de loi sur lesquels se fonde notre décision.

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (articles 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé Avis de recours.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Marie-Claude Daraiche, avocate
Responsable de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels

p. j. 3

Chapitre A-2.1

**LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR
LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

CHAPITRE I
APPLICATION ET INTERPRÉTATION

1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents: écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

1982, c. 30, a. 1.

[...]

CHAPITRE II
ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS

SECTION I
DROIT D'ACCÈS

[...]

15. Le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul, ni comparaison de renseignements.

1982, c. 30, a. 15.

[...].

AVIS DE RECOURS

RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

a) POUVOIR

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (article 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

525, boulevard René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

MONTRÉAL

2045, rue Stanley
Bureau 900
Montréal (Québec) H3A 2V4
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170

b) MOTIFS

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) DÉLAIS

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (article 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (article 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) POUVOIR

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) DÉLAIS ET FRAIS

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les 30 jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

c) PROCÉDURE

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les 10 jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.

Nombre de dossiers ouverts aux petites créances
Par district judiciaire et ensemble du Québec
Années civiles 2020 à 2026*

District judiciaire	Total							5 000 \$ ou moins							Plus de 5 000 \$						
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ensemble du Québec	15 535	16 406	15 712	16 654	16 619	16 836	4 734	8 274	8 626	8 337	8 649	8 125	8 137	2 336	7 261	7 780	7 375	8 005	8 494	8 699	2 398
Abitibi	172	211	187	181	167	120	53	103	137	130	108	89	57	31	69	74	57	73	78	63	22
Alma	90	105	101	115	120	102	27	49	49	53	51	63	56	13	41	56	48	64	57	46	14
Arthabaska	187	190	192	155	214	142	40	116	101	111	87	130	66	26	71	89	81	68	84	76	14
Baie-Comeau	72	68	67	73	86	57	20	52	41	42	45	51	25	10	20	27	25	28	35	32	10
Beauce	216	219	210	184	200	211	43	123	120	119	102	93	108	23	93	99	91	82	107	103	20
Beauharnois	541	638	571	591	565	593	145	286	351	313	277	263	308	72	255	287	258	314	302	285	73
Bedford	394	402	342	400	385	366	110	223	233	184	208	184	171	48	171	169	158	192	201	195	62
Bonaventure	64	88	66	77	66	60	12	39	68	39	51	34	29	6	25	20	27	26	32	31	6
Charlevoix	42	47	40	45	51	58	16	25	26	14	27	25	40	11	17	21	26	18	26	18	5
Chicoutimi	314	343	311	333	350	337	100	172	187	172	165	168	165	55	142	156	139	168	182	172	45
Drummond	233	272	218	227	262	211	74	148	151	133	133	137	91	38	85	121	85	94	125	120	36
Frontenac	106	107	110	129	107	86	39	59	58	74	75	57	53	24	47	49	36	54	50	33	15
Gaspé	88	95	94	102	84	113	22	42	54	55	45	46	59	14	46	41	39	57	38	54	8
Gatineau	625	672	628	658	674	682	183	298	340	301	291	343	308	75	327	332	327	367	331	374	108
Iberville	274	271	290	263	294	278	77	125	135	139	112	147	126	32	149	136	151	151	147	152	45
Joliette	708	789	701	769	791	781	205	373	381	362	370	380	355	98	335	408	339	399	411	426	107
Kamouraska	109	130	138	118	131	110	34	61	78	78	69	66	54	19	48	52	60	49	65	56	15
Labelle	104	106	101	114	140	104	32	52	61	47	53	64	46	16	52	45	54	61	76	58	16
Laval	1 074	1 164	1 084	1 104	1 213	1 301	320	549	601	539	514	586	613	155	525	563	545	590	627	688	165
Longueuil	1 183	1 383	1 194	1 227	1 225	1 294	336	613	695	605	647	581	613	156	570	688	589	580	644	681	180
Mégantic	31	39	24	42	30	38	9	21	18	9	16	13	13	6	10	21	15	26	17	25	3
Mingan	78	53	61	52	84	63	20	38	23	31	28	49	32	8	40	30	30	24	35	31	12
Montmagny	94	108	102	107	102	96	24	62	70	59	59	49	50	9	32	38	43	48	53	46	15
Montréal	3 736	3 796	3 693	3 874	4 062	4 225	1 239	1 821	1 884	1 766	1 757	1 722	1 842	571	1 915	1 912	1 927	2 117	2 340	2 383	668
Pontiac	13	17	18	23	11	12	2	5	12	9	7	7	7	1	8	5	9	16	4	5	1
Québec	1 893	1 928	1 833	1 812	1 859	1 836	527	1 065	1 087	942	916	906	877	253	828	841	891	896	953	959	274
Richelieu	156	180	160	162	133	174	43	84	90	76	79	66	77	19	72	90	84	83	67	97	24
Rimouski	199	187	183	245	178	209	40	122	124	110	140	93	110	21	77	63	73	105	85	99	19
Roberval	95	114	110	121	96	99	33	60	71	53	64	49	54	21	35	43	57	57	47	45	12
Rouyn-Noranda	87	83	72	79	84	72	19	57	52	48	41	39	27	8	30	31	24	38	45	45	11
Saint-François	608	585	994	1 453	1 019	1 159	333	383	313	770	1 203	727	821	219	225	272	224	250	292	338	114
Saint-Hyacinthe	348	385	341	359	355	338	94	196	187	189	164	160	162	42	152	198	152	195	195	176	52
Saint-Maurice	142	186	171	196	181	169	40	75	115	98	107	93	76	25	67	71	73	89	88	93	15
Témiscamingue	22	34	25	16	15	15	3	16	20	14	8	8	5	2	6	14	11	8	7	10	1
Terrebonne	1 457	1 510	1 397	1 396	1 384	1 456	392	722	687	681	653	616	623	187	735	823	716	743	768	833	205
Trois-Rivières	382	415	381	376	382	391	121	204	209	176	188	201	206	55	178	206	205	188	181	185	66

* L'année civile 2026 est préliminaire et partielle en date du 31 mars 2026.
1. Les dossiers transférés ne sont comptés qu'une seule fois.

Source : Système Plumitif M012 - Gestion des causes civiles
Date d'extraction : 2026-04-13

Dossiers ouverts aux petites créances soumis à la médiation obligatoire et ayant complété le processus de médiation¹

Par district judiciaire et ensemble du Québec

Années civiles 2024 à 2026*

District judiciaire	2024				2025				2026			
	Total	Entente	Échec	Autre ²	Total	Entente	Échec	Autre ²	Total	Entente	Échec	Autre ²
Ensemble du Québec	362	198	135	29	813	441	294	78	365	186	140	39
Abitibi	0	0	0	0	3	2	0	1	5	3	2	0
Alma	0	0	0	0	5	1	4	0	5	4	1	0
Arthabaska	0	0	0	0	7	3	3	1	7	4	3	0
Baie-Comeau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Beauce	8	3	4	1	27	17	7	3	10	4	6	0
Beauharnois	0	0	0	0	0	0	0	0	7	3	4	0
Bedford	0	0	0	0	9	5	4	0	11	7	2	2
Bonaventure	0	0	0	0	1	0	0	1	1	1	0	0
Charlevoix	0	0	0	0	1	0	1	0	2	2	0	0
Chicoutimi	0	0	0	0	5	4	0	1	28	16	11	1
Drummond	0	0	0	0	11	3	6	2	3	2	0	1
Frontenac	0	0	0	0	1	0	1	0	5	3	1	1
Gaspé	0	0	0	0	2	0	1	1	2	1	1	0
Gatineau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Iberville	6	3	3	0	29	16	6	7	15	10	2	3
Joliette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kamouraska	0	0	0	0	5	4	1	0	4	2	1	1
Labelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Laval	92	43	42	7	145	78	52	15	47	21	22	4
Longueuil	102	54	39	9	143	70	56	17	52	22	22	8
Mégantic	0	0	0	0	0	0	0	0	2	1	1	0
Mingan	0	0	0	0	2	2	0	0	0	0	0	0
Montmagny	0	0	0	0	3	2	1	0	2	0	2	0
Montréal	0	0	0	0	0	0	0	0	23	10	9	4
Pontiac	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Québec	119	74	39	6	301	173	106	22	79	43	28	8
Richelieu	10	6	2	2	14	8	5	1	5	4	1	0
Rimouski	0	0	0	0	15	8	6	1	4	3	1	0
Roberval	0	0	0	0	4	2	2	0	3	1	2	0
Rouyn-Noranda	0	0	0	0	2	2	0	0	0	0	0	0
Saint-François	0	0	0	0	25	14	10	1	31	12	15	4
Saint-Hyacinthe	25	15	6	4	53	27	22	4	12	7	3	2
Saint-Maurice	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Témiscamingue	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Terrebonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trois-Rivières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

* L'année civile 2026 est préliminaire et partielle en date du 31 mars 2026.

1. Il s'agit des dossiers qui ont été soumis à la médiation obligatoire et qui ont abouti soit à une entente, soit à un échec, ou encore dont la séance n'a pas eu lieu en raison d'un désistement ou de l'absence de l'une ou des parties. Les données sont regroupées selon la date de la fin du processus de médiation.

2. Corresponds aux dossiers dont la séance de médiation n'a pas eu lieu en raison d'un désistement, de l'absence de l'une ou des parties ou de l'impossibilité de fixer une séance.

Sources : Système M210 - Médiation à la division des petites créances, système plunitif M012 - Gestion des causes civiles, fichier de suivi du SMEDAR et système MAPC

Date d'extraction : 2026-04-13

Nombre de jugements par un juge, excluant les jugements par défaut, pour les dossiers ouverts aux petites créances et délai médian pour obtenir ces jugements¹

Par district judiciaire et ensemble du Québec

Années civiles 2020 à 2026*

District judiciaire	Nombre de jugements							Délai médian de jugement (j)						
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ensemble du Québec	4 006	5 905	4 440	4 419	4 565	5 019	1 518	581	727	797	817	798	760	646
Abitibi	53	76	57	43	57	29	8	255	318	339	296	318	279	236
Alma	28	37	60	32	43	32	8	501	574	464	298	344	495	489
Arthabaska	46	65	40	67	65	74	13	494	643	751	816	825	757	761
Baie-Comeau	15	35	19	21	26	11	2	350	362	282	379	427	285	s.o.
Beauce	47	74	107	57	93	95	30	831	910	899	898	805	676	452
Beauharnois	133	162	82	126	124	112	27	353	420	530	746	779	810	925
Bedford	79	63	63	71	94	111	25	407	525	517	784	750	720	741
Bonaventure	18	32	17	17	39	30	2	265	292	323	327	315	303	s.o.
Charlevoix	25	26	23	13	22	12	1	719	623	349	292	391	498	s.o.
Chicoutimi	69	102	65	86	75	102	30	364	501	645	669	594	530	487
Drummond	35	61	77	68	60	52	20	417	547	525	517	540	529	573
Frontenac	32	57	39	25	38	32	16	569	483	303	283	335	436	496
Gaspé	35	47	31	40	37	30	6	378	224	306	310	272	258	168
Gatineau	213	300	226	182	108	98	33	484	562	688	778	750	849	875
Iberville	96	89	96	78	67	84	37	488	638	623	593	625	582	572
Joliette	222	481	248	284	145	231	73	705	692	601	764	925	862	798
Kamouraska	44	35	47	44	60	29	17	435	371	513	461	423	388	378
Labelle	42	71	36	41	54	57	12	360	393	340	339	358	331	213
Laval	313	535	329	260	196	332	114	645	844	940	1 189	1 281	1 456	1 338
Longueuil	294	136	216	306	461	433	102	614	937	1 133	1 305	1 269	1 211	1 169
Mégantic	21	16	7	10	7	10	0	348	219	204	213	196	344	s.o.
Mingan	25	24	31	42	17	25	12	362	449	425	320	215	304	414
Montmagny	25	30	13	21	53	32	14	601	577	726	874	702	591	637
Montréal	654	1 377	1 176	1 164	1 360	1 495	386	783	915	959	953	863	631	529
Pontiac	4	6	7	6	7	3	0	s.o.	517	435	535	510	s.o.	s.o.
Québec	520	660	460	344	377	531	297	644	751	794	870	1 170	1 260	1 208
Richelieu	26	32	64	98	51	69	6	716	1 075	1 156	811	560	333	312
Rimouski	85	68	39	49	67	56	7	287	180	278	270	409	451	497
Roberval	35	45	44	23	38	28	7	385	418	356	303	333	471	384
Rouyn-Noranda	28	23	21	19	27	14	0	263	317	353	234	340	506	s.o.
Saint-François	111	152	146	175	161	178	78	392	413	443	468	496	475	149
Saint-Hyacinthe	75	76	44	58	60	62	17	458	500	779	893	888	885	835
Saint-Maurice	57	70	68	54	63	44	21	302	432	474	469	553	770	825
Témiscamingue	9	8	8	4	3	4	0	359	417	346	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Terrebonne	373	670	319	338	303	333	64	654	708	784	923	1 029	1 122	1 042
Trois-Rivières	119	164	115	153	107	149	33	326	408	575	592	625	676	664

* L'année civile 2026 est préliminaire et partielle en date du 31 mars 2026.

1. Le délai est calculé en jours entre la date d'ouverture du dossier et la date de jugement. Le délai n'est calculé que s'il y a eu au moins cinq jugements.

Source : Système Plumitif M012 - Gestion des causes civiles

Date d'extraction : 2026-04-13

Nombre de sentences arbitrales pour les dossiers ouverts aux petites créances

Par district judiciaire et ensemble du Québec
 Années civiles 2023 à 2026*

District judiciaire	Nombre de sentences arbitrales			
	2023	2024	2025	2026
Ensemble du Québec	0	22	102	45
Abitibi	0	0	0	0
Alma	0	0	0	1
Arthabaska	0	0	0	0
Baie-Comeau	0	0	0	0
Beauce	0	0	3	1
Beauharnois	0	0	0	0
Bedford	0	0	0	3
Bonaventure	0	0	0	0
Charlevoix	0	0	0	0
Chicoutimi	0	0	0	0
Drummond	0	0	0	2
Frontenac	0	0	0	0
Gaspé	0	0	0	0
Gatineau	0	0	0	0
Iberville	0	0	3	0
Joliette	0	0	0	0
Kamouraska	0	0	0	0
Labelle	0	0	0	0
Laval	0	7	25	9
Longueuil	0	10	31	5
Mégantic	0	0	0	0
Mingan	0	0	0	0
Montmagny	0	0	0	0
Montréal	0	0	0	1
Pontiac	0	0	0	0
Québec	0	3	32	16
Richelieu	0	0	2	1
Rimouski	0	0	0	2
Roberval	0	0	0	0
Rouyn-Noranda	0	0	0	0
Saint-François	0	0	0	2
Saint-Hyacinthe	0	2	6	2
Saint-Maurice	0	0	0	0
Témiscamingue	0	0	0	0
Terrebonne	0	0	0	0
Trois-Rivières	0	0	0	0

* L'année civile 2026 est préliminaire et partielle en date du 31 mars 2026.

Source : Système Plumitif M012 - Gestion des causes civiles

Date d'extraction: 2026-04-13

Délai moyen d'audition¹ à la division des petites créances

Par district judiciaire et ensemble du Québec

Années civiles 2020 à 2026*

District judiciaire	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ensemble du Québec	615	602	660	708	752	664	559
Abitibi	123	132	128	143	93	127	89
Alma	497	527	374	293	508	437	500
Arthabaska	688	1 005	1 053	804	791	728	750
Baie-Comeau	139	150	225	179	146	155	110
Beauce	600	798	649	465	425	402	253
Beauharnois	309	338	585	685	702	786	756
Bedford	95	304	702	592	488	420	382
Bonaventure	80	81	95	159	163	132	101
Charlevoix	459	97	106	104	135	142	116
Chicoutimi	500	501	540	548	493	354	383
Drummond	400	419	367	376	327	374	357
Frontenac	386	179	190	197	284	323	263
Gaspé	134	185	199	237	211	198	114
Gatineau	407	474	657	498	600	704	662
Iberville	393	405	381	357	314	209	198
Joliette	876	513	513	786	987	803	518
Kamouraska	405	257	180	189	194	100	97
Labelle	303	226	120	176	346	224	196
Laval	734	876	854	1 013	1 335	1 175	788
Longueuil	596	884	1 183	1 343	1 203	1 137	1 064
Mégantic	141	102	121	185	291	356	365
Mingan	176	211	210	112	93	116	114
Montmagny	520	400	348	449	392	364	360
Montréal	808	733	665	667	635	393	314
Pontiac	187	371	225	158	441	414	661
Québec	723	611	597	866	1 066	966	924
Richelieu	545	1 026	936	516	345	211	413
Rimouski	97	58	81	85	214	329	245
Roberval	326	346	244	327	455	329	324
Rouyn-Noranda	69	50	55	64	73	76	69
Saint-François	184	329	403	458	456	435	463
Saint-Hyacinthe	403	503	779	570	725	863	730
Saint-Maurice	283	382	403	460	640	736	681
Témiscamingue	140	117	117	103	115	127	69
Terrebonne	943	705	1 004	1 091	975	971	659
Trois-Rivières	282	350	563	592	590	534	581

* L'année civile 2026 est préliminaire et partielle en date du 28 février 2026.

1. Le délai d'audition moyen à la Chambre civile – Division des petites créances correspond au nombre de jours calendrier entre le dernier jour du mois faisant l'objet du rapport et le premier jour disponible où tous les dossiers prêts à procéder au fond pourront être fixés. Seules les causes devant procéder au fond sont considérées et les causes procédant en cour de pratique sont exclues du calcul. Une cause est dite « prête » aux petites créances au moment de la réception de la contestation du défendeur.

Note : aucun délai n'a été comptabilisé lors des mois de mars, avril et mai 2020, les tribunaux ayant limité leurs activités au traitement des demandes urgentes, suivant la déclaration de l'état d'urgence sanitaire.

Source : Système d'information de gestion - M010

Date d'extraction : 2026-04-13